

MALADIES CHRONIQUES

Le quart de la population algérienne est hypertendue

Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), en collaboration avec la direction de la santé et le CHU de Constantine, ont organisé jeudi à l'Université des sciences islamique El-Emir-Abdelkader le 10^e congrès médical international sur le thème des «maladies chroniques».

«Un quart de la population algérienne est hyper-tendue», a déclaré le docteur Hocine Hitache, consultant en médecine interne, spécialisé en diabétologie et cardiologie.

Ce dernier a présenté une conférence sous le thème de «hypertension-diabète, le couple infernal» où il a explicité le rapport entre ces deux maladies dangereuses et handicapantes, et les complications dues à leurs associations.

«Lorsqu'on est atteint de ces deux pathologies, les complications ne s'additionnent pas, elles se multiplient», et à lui d'ajouter «ce sont les maladies les plus fréquentes en Algérie, et c'est bien dommage de voir que la plupart des personnes croient que c'est banal». Il souligne également que 10% de la population

algérienne serait diabétique (sous insuline ou pas), les maladies du diabète-THA touchent toutes les parties du corps humain, (les yeux, le rein, le cœur, les nerfs...) et peuvent engendrer plusieurs complications et mener carrément à l'amputation, à la dialyse ou encore à l'infarctus.

Le traitement de base de ces maladies chroniques ne serait pas aussi coûteux que les complications, explique le docteur Hitache.

La moindre amputation peut coûter jusqu'à 100 000DA, la dialyse 700 000DA, la greffe rénale des millions de dinars. C'est un problème de santé publique.

Près de 600 personnes ont répondu présents à cette journée scientifique, où médecins et profes-



L'hypertension, une maladie très fréquente en Algérie.

seurs nationaux et étrangers qualifiés, ont présenté leurs travaux et animé à tour de rôle des débats scientifiques concernant dif-

férentes pathologies notamment la colopathie, l'insomnie, la dépression, etc.). Ce 10^e congrès sur les maladies chroniques appelle les

spécialistes du domaine médical à actualiser leurs connaissances et être à jour avec le niveau scientifique qui est en constante évolution.

D'après le Secrétaire général du (SNPSP) M. Djaghim, des congrès internationaux sont organisés chaque année par Le SNPSP ; le prochain portera essentiellement sur la prise en charge de la douleur.

Aussi, des journées médicales de spécialités sont organisées chaque trois mois, celles-ci sont consacrées aux praticiens généralistes.

Ayant déjà traité plusieurs thèmes, notamment «l'anxiété», «droit et devoir du praticien», une autre journée d'étude consacrée aux praticiens généralistes sera programmée pour le 6 novembre prochain, en association avec l'Anap (Association nationale des allergologues privés), une journée médicale internationale qui a pour thème «la prise en charge de l'allergie en omnipratique».

Rym Souici

ILS ONT ORGANISÉ UNE JOURNÉE D'ÉTUDE LORS DU 11^e ANNIVERSAIRE DU SÉISME DE BOUMERDÈS

Les ingénieurs du génie civil fustigent leur marginalisation

«Le rôle de l'ingénieur en génie civil est de permettre à ce que l'homme ne tremble pas devant le tremblement de terre.» C'est le leitmotiv de Omar Hadjeres, président du Syndicat national des ingénieurs agréés en génie civil et bâtiment (Snia-GCB).

Cette organisation a, en effet, tenu un conclave à Boumerdès, le jour du 11^e anniversaire du tremblement de terre de Boumerdès, le 21 mai 2003, qui s'intitule «rôle de l'ingénieur en génie civil face aux dangers du séisme».

Dans l'urbanisme moderne, le travail de calcul de l'ingénieur en génie civil est primordial. C'est lui qui détermine le dimensionnement des structures de tout ouvrage (logements, barrages, routes, ponts,...). L'ingénieur tient compte, dans ses calculs, de la nature du terrain. Malheureusement, son rôle reste méconnu du grand public alors que son intervention sur les projets de construction est obligatoire.

En Algérie, cette intervention est codifiée dans la loi 90/29 modifiée par la loi 04/5. Néanmoins, l'article 55 de la première loi reste

ambigu. Il fait de l'architecte le concepteur de tout ouvrage soumis à la délivrance de permis de construire. Les responsables du syndicat cité plus haut, avec qui nous avons discuté, estiment que leur travail est aussi important que celui de l'architecte alors que la loi fait d'eux les obligés de ce dernier. «Au procès du séisme de Boumerdès, des ingénieurs du génie civil ont été inculpés par la justice. Fort heureusement innocentés par la suite. Par contre, aucun architecte n'a été inquiété. La justice avait donc estimé que le travail de l'ingénieur du génie civil est plus important. Nous voulons notre autonomie pour être responsables de notre travail», dit l'un d'eux. Durant cette rencontre, rehaussée par la présence du SG de la wilaya, plusieurs thèmes importants comme la dynamique

des sols, la vulnérabilité sismique,... ont été abordés. Elle a regroupé, en plus des ingénieurs du génie civil, des spécialistes d'autres filières de la construction. Elle entre dans le cadre de la vulgarisation de la prévention qui reste le volet le plus faible dans notre pays. Le drame de Boumerdès en est la preuve et les choses n'ont pas beaucoup évolué. Ce qui attise la colère du professeur Abdelkrim Chelghoum, spécialiste des phénomènes parasismiques. Il est connu pour ses coups de colère et ses rudes interventions contre la négligence dans le domaine de la construction.

Le professeur Chelghoum : la négligence persiste

Le professeur qui a été récemment scandalisé par la dernière énorme négligence concernant le chantier de l'autoroute - il l'a fait savoir dans les colonnes du *Soir d'Algérie* -, n'a pas l'intention de se taire de sitôt. Le jour où la justice s'intéressera à ce que dit Chelghoum, bien des hauts res-

pensables iront faire des séjours en prison. Notre interlocuteur pense que la prévention fait partie intégrante de la sécurité nationale «d'autant plus, précise-t-il, que notre pays est soumis aux aléas de la nature comme les tremblements de terre, les inondations, les glissements de terrains». Il estime, par ailleurs, que depuis la catastrophe de Boumerdès, aucune modification n'a été apportée dans la réglementation puisque les mêmes pratiques de construction sont reconduites et on érige, dans tout le pays, des bâtiments sur des terres agricoles, sur des lits d'oueds ou sur des terrains glissants, sans se référer aux études techniques parasismiques. Il propose comme solution le désengagement de l'Etat pour le confiner dans le rôle de régulateur. L'Etat doit se désengager des tâches des études et de la conception du bâti et laisser les experts et autres spécialistes faire ce travail en toute indépendance. C'est la règle partout dans le monde.

Abachi L.

VISITE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE À AÏN-TÉMOUCHENT Projet de réaménagement des îles Habibas

La première sortie du ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire M^{me} Dalila Boudjemaâ dans l'ouest du pays, et précisément au port de Bouzedjar, rattaché administrativement à la daïra d'El-Amria, dans la wilaya de Aïn-Témouchent, coïncidait avec la Journée internationale de la biodiversité écologique en date du 2 mai de chaque année.

La visite de la délégation ministérielle a pour but de lancer le nouveau projet de réaménagement des îles Habibas.

Ces îles ont un impact direct sur la biodiversité dans la région. Les buts attendus de ce projet se résument dans la dimension éco-

nomique et écologique de ce site.

Les travaux de réalisation seront lancés par l'entreprise algéro-chinoise. Le projet en question a une importance à caractère méditerranéen, pour permettre à travers cette réserve marine particulière de préserver les ressources marines

et renforcer le tourisme écologique du fait qu'elle constitue une culture de découverte, de connaissance et d'organisation de la pêche.

Une pêche que les responsables souhaitent à long terme, afin de créer des postes d'emploi «verts».

L'opportunité de cette visite dans la wilaya de Aïn-Témouchent est également une occasion pour la délégation ministérielle de faire connaître les nombreux projets programmés par le ministère, en commençant par des opérations de sensibilisation en direction des

citoyens concernant les réserves marines qui ont un caractère écologique, économique et social ainsi que la réalisation d'un musée du littoral dans la ville d'Oran, et aussi le lancement d'un jardin urbain.

Le ministère a aussi un programme adéquat concernant les déchets et leur réutilisation ainsi que la préservation des sites naturels et des programmes qui touchent le secteur de l'éducation et concernent le volet écologique qui découle du programme présidentiel.

S. B.

ELLE A ENVOYÉ 2 000 ÉTUDIANTS À L'ÉTRANGER DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE Education First fait la promotion des langues étrangères

Education First (EF), école internationale de langues étrangères, s'est installée depuis jeudi et jusqu'à aujourd'hui, au chapiteau de l'esplanade El Hamma, à Alger. L'école a ouvert ses portes au public désirant s'informer sur les procédures d'accès à des écoles de langues à l'étranger.

Partir à la source pour apprendre, telle est la devise d'Education First. L'organisme international qui s'est installé depuis deux ans en Algérie, garantit l'admission aux écoles secondaires, à l'université, à une formation ou à un simple séjour linguistique dans ses 400 écoles implantées dans 50 pays dans le monde.

Pour se rapprocher du public en particulier des jeunes étudiants, EF a organisé un Salon pour expliquer les procédures d'accès à l'une de ses écoles de langues à l'étranger et démontrer l'efficacité de sa méthode.

Ainsi, le chapiteau de l'esplanade El Hamma, à Alger, s'est transformé depuis jeudi en un véritable espace de renseignements, d'informations, de conseils et d'explications. Ils étaient d'ailleurs nombreux, les jeunes à venir s'enquérir des procédures d'accès à ces écoles de langues étrangères à l'international.

Faïrouz Aboutti, responsable des admissions et des ventes, a expliqué que l'école, pour éviter les refus d'admission, prépare l'étudiant durant une période allant de six mois à une année dans un environnement réel.

D'ailleurs, souligne l'intervenante, «l'admission est garantie à n'importe quel étudiant que nous prenons en charge». L'étudiant, une fois sa destination fixée, souligne M^{me} Aboutti, bénéficie d'un encadreur qui l'oriente, l'accompagne et organise son séjour jusqu'à son retour.

Depuis son installation en Algérie, EF a enregistré environ 1 000 diplômés. Olfa Nasri, directrice de formation et voyage linguistique, partenaire local de EF, a souligné que 2 000 étudiants sur 46 000 demandes ont été envoyés à l'étranger depuis le début de l'année en cours.

S. A.